

Le 22 février 2012

Santiago A. Cantón
Secrétaire exécutif
Commission interaméricaine des droits de l'Homme
Organisation des Etats américains
1889 F Street N.W.
Washington, D.C. 2006

Objet : Recul des mesures de protection en cas de projets de développement à grande échelle

Monsieur le Secrétaire exécutif,

Nous, organisations de la société civile signataires de la présente, qui travaillons pour la protection des droits humains et de l'environnement dans les pays d'Amérique, souhaitons exprimer notre inquiétude face aux décisions prises récemment par la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), qui amenuisent l'efficacité des mécanismes de protection des droits humains. Nous avons observé un revirement inquiétant de la part de la CIDH quand les mesures de précaution, qui auraient épargné des dommages irréparables au sein des communautés menacées par des projets de développement à grande échelle, ont été modifiées, voire révoquées. Cette tendance, contraire aux principes internationaux des droits humains et au mandat de la CIDH établis par la Charte de l'Organisation des Etats américains (OEA) pourrait priver un grand nombre de personnes autochtones, afro-descendantes et de communautés locales d'un recours immédiat et efficace.

En ce sens, la décision la plus récente de la CIDH a été prise le 7 décembre 2011. La CIDH a modifié les mesures de précaution qui protégeaient 18 communautés autochtones maya Mam et maya Sipakenses affectées par une immense mine d'or à ciel ouvert - la mine Marlin - dans l'Altiplano occidental du Guatemala. La CIDH est ainsi revenue sur sa décision de demander la suspension de l'exploitation de la mine Marlin; bien que les personnes concernées, appuyées par des études indépendantes,¹ se soient plaintes du fait que la mine pollue l'eau potable des collectivités et était susceptible d'affecter la santé publique et de menacer la sécurité personnelle des défenseurs de l'environnement, mettant aussi en péril le tissu social des communautés.

En effet, cette révocation laisse les 18 communautés autochtones sans aucune protection ni défense face aux impacts sur l'environnement et sur les droits humains causés par l'exploitation de la mine. Sans ordre de suspension du projet, rien ne peut inciter le gouvernement du Guatemala à protéger les droits des communautés et à mener les enquêtes afférentes. En fait, tant la compagnie minière que le gouvernement du Guatemala ont profité de cette modification des mesures de précaution pour discréditer publiquement les demandes des communautés et ainsi justifier la poursuite des

¹ Van de Wauw, Johan et al., « Ce sont la surexploitation des eaux souterraines et l'infiltration qui contribuent aux problèmes de santé liés à l'arsenic à proximité de la mine Marlin (Guatemala), » le 14 octobre 2010. E-Tech International, « Sommaire principal : Évaluation des contrôles prévus et réels de la qualité de l'eau dans la mine Marlin, au Guatemala, » le 11 août 2010, p 1-2.
Physicians for Human Rights, « Métaux toxiques et peuples autochtones aux alentours de la mine Marlin à l'Ouest du Guatemala : expositions potentielles et impacts sur la santé, » avril 2010.

opérations d'exploitation de la mine, bien que les mesures nécessaires à la protection des communautés n'aient pas été correctement appliquées.²

De plus, la révocation de la décision de la CIDH dans le cas de la mine Marlin n'est que l'exemple le plus récent d'une tendance vers la régression quant à l'exécution de mesures préventives, résultat des pressions gouvernementales dans des cas où les droits des communautés sont menacés par des projets à grande échelle. En août 2011, la CIDH avait déjà modifié son recours au gouvernement du Brésil dans lequel elle sollicitait ce dernier d'arrêter la construction du barrage hydro-électrique de Belo Monte, actuellement en construction sur la Rivière Xingu, dans l'état de Para, qui nuirait à des centaines de communautés autochtones et paysannes. Le gouvernement du Brésil, dans une tentative claire de pression sur la CIDH, a réagi face à ces mesures préventives en retirant son ambassadeur de l'OEA et en suspendant son apport financier annuel. Selon la presse brésilienne, le gouvernement ne rétablira pas ses relations avec l'OEA tant que « la CIDH, organisme responsable du conflit, [ne] sera [pas] réformée. »³ De manière semblable, le gouvernement a refusé de dialoguer avec les victimes et avec la CIDH et ne s'est pas présenté à la réunion du groupe de travail, dans les bureaux de la CIDH à Washington, où un dirigeant autochtone, ayant fait le déplacement depuis l'Amazonie, y participait.

La CIDH a aussi reconnu que, selon les principes internationaux des droits humains, les États ont l'obligation de protéger les droits humains quand ceux-ci sont menacés par des entités privées, y compris par les compagnies qui entreprennent des projets de développement à une grande échelle, tels que des routes, des barrages ou des mines. Selon la CIDH, « la priorité doit être donnée aux droits à la vie et à l'intégrité des peuples autochtones et tribaux dans ce genre de cas. Par conséquent, [les peuples autochtones] ont le droit d'exiger la suspension immédiate de l'exécution de plans de développement ou d'investissement, ou de projets d'exploration ou d'exploitation de ressources naturelles qui menacent ces droits. »⁴ Ainsi, les révocations récentes envoient un message préoccupant aux autres États membres de l'OEA, qu'ils peuvent favoriser la croissance économique aux dépens des droits humains.

La CIDH a reconnu à plusieurs reprises que le développement économique et durable est important pour tous les peuples de ce continent;⁵ toutefois, beaucoup de communautés du continent américain, comme dans les cas de la mine Marlin au Guatemala et du barrage de Belo Monte au Brésil, continuent à souffrir des impacts sur l'environnement et sur les droits humains associés aux projets de développement à grande échelle. Pour qu'un projet de développement soit durable, les bénéfices économiques ne doivent pas prévaloir sur la protection des droits et de l'environnement des communautés affectées. Étant donné les intérêts économiques colossaux qui continuent à stimuler l'expansion des projets de développement à grande échelle, avec

² Mise à jour par Goldcorp le 5 janvier 2012. « La CIDH modifie les mesures de précaution sur la mine Marlin; La demande de suspension de l'exploitation de la mine est retirée, » communiqué de presse paru sur Marketwatch, le 19 décembre 2011. <http://www.marketwatch.com/story/iachr-modifies-marlin-mine-precautionary-measures-request-to-suspend-mine-operations-removed-2011-12-19-112700>

³ <http://www.estadao.com.br/noticias/impreso,brasil-nao-paga-oea-por-causa-de-belo-monte-.787892.0.htm>
Voir aussi la déclaration de la Délégation du Brésil sur ces thèmes, « Défis et objectifs à moyen et à long terme de la CIDH » et « Mesures de précaution » (réunion du Groupe de Travail du 12 Septembre 2011) GT/SIDH /inf. 5/11. <http://www.oas.org/consejo/workgroups/Reflect%20on%20Ways%20to%20Strengthen.asp#Presenta>

⁴ Ibid. au paragraphe 217.

⁵ CIDH., Rapport n° 40/04, affaire 12.053, Communautés autochtones mayas du district de Toledo, au Belize, le 12 octobre 2004, paragraphe 150.

de vastes impacts sur tout le continent, la CIDH a reconnu recevoir chaque fois plus de plaintes contre ces projets.⁶ Dans la plupart des cas, le mécanisme de mesures de protection est le seul espoir pour ces communautés afin de prévenir les violations des droits humains, ainsi que les dommages irréparables sur le droit à la vie, à la culture et à l'environnement.

Pendant plus de 50 ans, la CIDH a été une institution clé en garantissant le respect des droits humains à des millions de personnes sur le continent américain. Dans l'intérêt des communautés affectées et de beaucoup d'autres, il est important que la CIDH maintienne fermement son engagement à protéger les droits humains à la vue de tant d'atrocités, en particulier celles causées par les grands projets de développement. Par conséquent, nous prions respectueusement la CIDH de renforcer son mécanisme de mesures de prévention en appelant à la suspension de tout projet entraînant des situations graves et urgentes, qui menacent de causer des dommages irréparables aux communautés affectées.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire exécutif, nos sincères salutations.

	Organisation	Pays
1	CAREA (Cadena para un Retorno Acompañado)	Alemania
2	FIAN International (FoodFirst Information and Action Network)	Alemania
3	Asociacion Civil Be Pe	Argentina
4	El Frente Civico por la Vida de la Provincia de San Juan, Argentina	Argentina
5	FOCO- Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos	Argentina
6	DKA, Austria, Viena	Austria
7	Movimiento Internacional de Reconciliación	Austria
8	Solidaridad de Austria con Guatemala	Austria
9	Welthaus Graz, Austria	Austria
10	Solidaridad Mundial, Belgique, Bruxelles	Belgique
11	Broederlijk Delen, Belgique, Bruxelles	Belgique
12	CATAPA, Belgique, Bruxelles	Belgique
13	CDM Watch	Belgique
14	Red Europea de Comités Oscar Romero, Belgique, Bruxelles	Belgique
15	Colectivo de Coordinacion de Acciones Socio Ambientales -	Bolivia

⁶ CIDH, Rapport sur les droits des peuples autochtones et tribaux sur leurs terres ancestrales et leurs ressources naturelles, 2009, paragraphe 207.

	Colectivo CASA (Bolivia)	
16	Equipo Técnico Legal del Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo	Bolivia
17	FOBOMADE (Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo)	Bolivia
18	La Asociación de Instituciones de Promoción y Educación (AIPE)	Bolivia
19	La Oficina Jurídica para la Mujer de Cochabamba	Bolivia
20	Associação Global de Desenvolvimento Sustentado	Brasil
21	Associação Paraense de Apoio às Comunidades Carentes (APACC)	Brasil
22	Combate ao Racismo Ambiental	Brasil
23	Instituto de Estudos Socioeconomicos - INESC	Brasil
24	Instituto de Pesquisas em Ecologia Humana -IPEH, CAIEIRAS/SP – BRASIL	Brasil
25	Justiça Global	Brasil
26	Movimento Xingu Vivo Para Sempre	Brasil
27	Rede Justiça Nos Trilhos, Brasil	Brasil
28	SARES, Serviço de Ação, Reflexão e Educação Social	Brasil
29	Sisteres of Notre Dame de Namur of São luís	Brasil
30	Sociedade Paraense de Defesa de Direitos Humanos (SDDH)	Brasil
31	Comitê Metropolitano Xingu Vivo para Sempre	Brasil
32	Fórum da Amazônia Oriental (FAOR)	Brasil
33	Instituto Madeira Vivo (IMV)	Brasil
34	O Instituto Humanitas, Belém/Pa	Brasil
35	ASCORCAN - Asociacion Salvadorena Canadiense de Ottawa y Region de la Capital Nacional	Canadá
36	Atlantic Regional Solidarity Network	Canadá
37	BC CASA	Canadá
38	Blue Planet Project	Canadá
39	Breaking the Silence	Canadá
40	Canadian Catholic Organization for Development and Peace	Canadá

41	Canadian Union of Public Employees	Canadá
42	Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique Latine (Coalition QUISETAL)	Canadá
43	CODESES - Committee to Support Social Development in El Salvador	Canadá
44	CoDevelopment Canada	Canadá
45	Common Frontiers	Canadá
46	Communications Energy and Paperworkers Union of Canada / Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier	Canadá
47	Council of Canadians	Canadá
48	Ecojustice Environmental Law Clinic at the University of Ottawa	Canadá
49	Justice, Peace & Integrity of Creation (JPIC) Office, Sisters of Providence of St. Vincent de Paul	Canadá
50	KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives	Canadá
51	Members of the Executive Committee, the Centre for Research on Latin America & the Caribbean at York University (CERLAC)	Canadá
52	MiningWatch Canada	Canadá
53	Projet Accompagnement Québec-Guatemala	Canadá
54	Public Service Alliance of Canada	Canadá
55	SalvAide	Canadá
56	Social Justice Committee of Montreal	Canadá
57	Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)	Canadá
58	Steering Committee of the Law Union of Ontario	Canadá
59	United Steelworkers of Canada	Canadá
60	Ecosistemas	Chile
61	El Observatorio Ciudadano de Chile	Chile
62	Fiscalía del Medio Ambiente (FIMA)	Chile
63	Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (REINICIAR)	Colombia
64	CENSAT Agua Viva, Amigos de la Tierra Colombia	Colombia
65	Comisión Colombiana de Juristas (CCJ)	Colombia

66	Corporación para el Desarrollo del Oriente - Compromiso-	Colombia
67	Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos (CREDHOS)	Colombia
68	Corporacion Trabajadores por la Tierra	Colombia
69	El Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo" (CCAJAR)	Colombia
70	FRENTE ECOLÓGICO – Capítulo Tolima	Colombia
71	Fundación Providence	Colombia
72	FUNTRAENERGETICA	Colombia
73	Grupo Interdisciplinario por los Derechos Humanos (GIDH)	Colombia
74	Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos (ILSA)	Colombia
75	La Comisión Intereclesial de Justicia y Paz	Colombia
76	SINTRAMIN	Colombia
77	SINTRAMINERCOL	Colombia
78	TIERRA DIGNA	Colombia
79	COECOceiba Amigos de la Tierra Costa Rica	Costa Rica
80	Coordinadora Ni Una Sola Mina	Costa Rica
81	Acción Ecológica	Ecuador
82	Cabildo por las Mujeres del Cantón Cuenca - Ecuador	Ecuador
83	Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J" (CSMM)	Ecuador
84	Comisión Ecumenica de Derechos Humanos (CEDHU)	Ecuador
85	Coordinator of the Union of Community Water Systems of the province of Azuay (UNAGUA)	Ecuador
86	Defensa y Conservacion Ecologica de INTAG	Ecuador
87	Exigibilidad de Derechos y Litigio Ambiental Corporación (ECOLEX)	Ecuador
88	Federation of Indigenous and Campesino Organizations of the province of Azuay (FOA)	Ecuador
89	Frente Nacional por la Saludo de los Pueblos del Ecuador	Ecuador
90	La Comisión Ecuménica de Derechos Humanos (CEDHU)	Ecuador
91	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo	Ecuador

92	Alliance For Global Justice	EEUU
93	Amazon Watch	EEUU
94	Cambridge, MA-El Salvador Sister City Project	EEUU
95	Center for Alternative Mining Development Policy in La Crosse, Wisconsin	EEUU
96	Center for International Environmental Law	EEUU
97	Chicago-Cinquera Sister City Project, Chicago IL	EEUU
98	Colombia Support Network	EEUU
99	Comité de Solidaridad con Guatemala, Iglesia Congregacional de Needham	EEUU
100	Comite Solidario Graciela Garcia, Los Angeles	EEUU
101	Committee in Solidarity with the People of El Salvador	EEUU
102	Denver Justice and Peace Committee	EEUU
103	Due Process of Law Foundation	EEUU
104	EarthRights International	EEUU
105	EARTHWORKS	EEUU
106	Environmental Defender Law Center	EEUU
107	Friends of Cuscatlan, Wichita KS	EEUU
108	Guatemala Human Rights Commission	EEUU
109	Guatemalan Hispanics Without Borders Foundation	EEUU
110	Hands Across Borders, Erie PA	EEUU
111	Heart of the Sky Fair Trade, Spring Green, Wisconsin	EEUU
112	Honduras Solidarity Network	EEUU
113	Institute for Policy Studies, Global Economy Project	EEUU
114	International Rivers	EEUU
115	Kickapoo/Guatemala Accompaniment Project	EEUU
116	La Voz de los de Abajo, Chicago	EEUU
117	Latin America Solidarity Committee—Milwaukee	EEUU
118	Latin America Working Group	EEUU
119	Madison Arcatao Sister City Project (MASCP)	EEUU
120	Maryknoll Office for Global Concerns	EEUU

121	Massachusetts Jobs with Justice	EEUU
122	Network in Solidarity with the People of Guatemala	EEUU
123	OXFAM America	EEUU
124	Partners for Arlington and Guatemala	EEUU
125	Power in Community Alliances (PICA), Bangor, ME	EEUU
126	Romero Interfaith Center, Philadelphia PA	EEUU
127	SHARE-El Salvador	EEUU
128	STITCH	EEUU
129	U.S. Labor Education in the Americas Project (USLEAP) / Proyecto de Solidaridad Laboral EUA/Las Americas	EEUU
130	U.S.-El Salvador Sister Cities	EEUU
131	Unitarian Universalist Church of Arlington (Virginia)	EEUU
132	Voices on the Border	EEUU
133	Washington Ethical Society Global Connections Committee	EEUU
134	Midwest Coalition Against Lethal Mining (MCALM)	EEUU
135	International Rivers	EEUU (regional)
136	Rights Action	EEUU y Canada
137	Sierra Club and Sierra Club of Canada	EEUU y Canada
138	Democracy Center	EEUU/Bolivia
139	Equipo Regional de Monitoreo y Análisis de Derechos Humanos en Centroamérica	El Salvador
140	Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho - FESPAD-	El Salvador
141	La Mesa Nacional frente a la Minería de El Salvador	El Salvador
142	Mesa Permanente por la Justicia Laboral -MPJL-	El Salvador
143	Movimiento en Defensa de la Tierra -MOVITIERRA-	El Salvador
144	ACSUR Las Segovias, España	España
145	Educación sin Fronteras	España
146	Grupo de Analisis de Impactos Mineros (GAIM)	España

147	Educación para la Acción Crítica	España
148	Grupo de Investigación en Derechos Humanos y Sostenibilidad- Cátedra UNESCO UPC	España
149	Solidaridad con Chiapas y Guatemala de Madrid	España
150	Collectif Guatemala, Francia	Francia
151	Federación Internacional de Derechos Humanos (FIDH)	Francia
152	Asociación CEIBA	Guatemala
153	Asociación Maya para la Paz	Guatemala
154	Asociación Q'anil	Guatemala
155	Centro Pluricultural para la Democracia CPD	Guatemala
156	Comisión Pastoral Paz y Ecología (COPAE)	Guatemala
157	Comunidades Rurales en Resistencia y Defensa del Territorio. "ADISMI"	Guatemala
158	Congregación Siervos de la Caridad	Guatemala
159	Consejo de los Pueblos de Occidente -CPO-	Guatemala
160	Fundación para la Justicia y la Defensa de los Derechos Humanos de Guatemala (FUNJUDEH)	Guatemala
161	IBIS Guatemala	Guatemala
162	la Coordinadora Nacional Indígena y Campesina -CONIC-	Guatemala
163	Movimiento de Jóvenes Mayas MOJOMAYAS-Guatemala	Guatemala
164	Movimiento de Mujeres Indígenas TZ'UNUNIA'	Guatemala
165	Oxfam Guatemala	Guatemala
166	PARLAMENTO XINKA	Guatemala
167	Red por la Paz y el Desarrollo de Guatemala -RPDG-	Guatemala
168	Cehprodec	Honduras
169	El Movimiento Madre Tierra de Honduras	Honduras
170	Bianca Jagger Human Rights Foundation	Inglaterra
171	CORDAID	Los Países Bajos
172	La Plataforma Holandesa contra la Impunidad	Los Países Bajos
173	CRPSC - Comité Regional de Promoción de Salud Comunitaria	Mesoamérica

174	Movimiento Mesoamericano contra el Modelo extractivo Minero (M4)	Mesoamérica
175	Abogadas y Abogados para la Justicia y los Derechos Humanos, A.C.	México
176	Alianza por el Derechos a un Ambiente Sano	México
177	Asistencia Legal por los Derechos Humanos A.C. (ASILEGAL),	México
178	Centro Mexicano de Derecho Ambiental A.C.	México
179	Colectivo Utopía Puebla	México
180	El Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C.	México
181	Grupo de Mujeres de San Cristobal de las Casas, A.C.	México
182	Kolectivo Azul	México
183	Maderas del Pueblo del Sureste, A.C.	México
184	Otros Mundos AC/Chiapas	México
185	Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA)	México
186	Red por los Derechos de la Infancia en México (REDIM)	México
187	Servicios para una Educación Alternativa Educa A.C	México
188	Universidad de la Tierra en Puebla (Unitierra Puebla)	México
189	Centro Nicaragüense de Derechos Humanos (CENIDH)	Nicaragua
190	CISAS - Centro de Informacion y Servicios de Asesoría en Salud	Nicaragua
191	Consejo Indígena MONEXICO -Nicaragua	Nicaragua
192	La Ayuda de la Iglesia Noruega	Noruega
193	Latin-Amerikagruppene i Norge (LAG) / the Norwegian Solidarity Committee for Latin America, Norway	Noruega
194	The Development Fund, Oslo, Norway	Noruega
195	The future in our hands, Oslo, Norway	Noruega
196	Asociación Rey Quibián (indígenas de Petaquilla)	Panamá
197	Centro de Incidencia Ambiental (CIAM)	Panamá
198	Colectivo Voces Ecológicas COVEC	Panamá
199	Comité pro Cierre de Mina Petaquilla	Panamá
200	Coordinadoa Campesina por la Vida	Panamá

201	Servicio Paz y Justicia en Panamá (SERPAJ-Panamá)	Panamá
202	AGORA Espacio Civil	Paraguay
203	Coordinadora por los Derechos de la Infancia y la Adolescencia (CDIA)	Paraguay
204	Centro de Estudios para la Promoción y Defensa de los Derechos Fundamentales y Generacionales (AGORA)	Perú
205	Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH)	Perú
206	Centro de Derechos y Desarrollo (CEDAL)	Perú
207	Centro de Estudios para la Promoción y Defensa de los Derechos Fundamentales y Generacionales (AGORA)	Perú
208	Centro de Políticas y Derechos Humanos Perú EQUIDAD	Perú
209	CooperAccion	Perú
210	Forum Solidaridad Perú	Perú
211	Fundación EcuMénica para el Desarrollo y la Paz - FEDEPAZ	Perú
212	La Coordinadora Nacional de Derechos Humanos en Perú	Perú
213	Vicaría de Solidaridad e Sicuani - Cusco	Perú
214	Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente	Regional
215	Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres (CLADEM)	Regional
216	MSP-LA, Movimiento para la Salud de los Pueblos_ Latinoamerica	Regional
217	Forum Syd	Suecia
218	Grupo de Solidaridad K'inal Suecia	Suecia
219	Movimiento Sueco por la Reconciliación (SweFOR)	Suecia
220	Solidarity Sweden-LatinAmerica/Solidaridad Suecia-America Latina, Estocolmo, Suecia	Suecia
221	Grupo de Trabajo Suiza Colombia (ASK), Berna, Suiza	Suiza
222	Guatemalanetz Bern/Red de Solidaridad con Guatemala de Berna, Berna, Suiza	Suiza
223	Propaz Chiapas Suiza, Berna, Suiza	Suiza
224	Red de Solidaridad con Guatemala de Zurich, Suiza, Zurich	Suiza
225	Society for Threatened Peoples Switzerland, Ostermundigen, Switzerland	Suiza

226	Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay (IELSUR)	Uruguay
227	World Rainforest Movement (WRM) – Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales	Uruguay
228	Acción Solidaria en VIH/SIDA	Venezuela
229	El Comité de Familiares de las Víctimas de los sucesos ocurridos entre el 27 de febrero y los primeros días de marzo de 1989 (COFAVIC)	Venezuela
230	Espacio Público de Venezuela	Venezuela
231	La Vicaría de Derechos Humanos de Caracas	Venezuela
232	Programa Venezolano de Educación y Acción en Derechos Humanos (PROVEA)	Venezuela
233	Sinergia- Asociación Venezolano de Organizaciones de Sociedad Civil	Venezuela

cc: Membres du comité DESC de l'ONU

Bureau du Haut-Commissaire aux droits humains

Professeur James Anaya, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des peuples autochtones

Catarina de Albuquerque, rapporteure spéciale de l'ONU sur le droit humain à l'eau et à l'assainissement

Professeur Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation

Michael Posner, Assistant Secretary of State for Democracy, Human Rights, and Labor, USA

Commission interaméricaine des droits de l'Homme